

PÔLE RURAL

*Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen
Séminaire 2012-2013 (20^e édition)*

« 20 ANS APRES : TOUTES PORTES OUVERTES.
AU COEUR DES RECHERCHES SUR LES SOCIETES ET LES ESPACES RURAUX »

Responsables : Philippe MADELINE et Jean-Marc MORICEAU

Séance du 5 novembre 2013

Compte rendu réalisé par

Pierre GUILLEMIN, Barbara NIEZ, Jérémy PASQUERO

Marie-Claude MAUREL

Géographe, directrice d'étude à l'EHESS

« Les temps des transformations des territoires ruraux d'Europe Centrale :

30 ans d'expériences de recherche »

Depuis sa thèse d'Etat soutenue en 1978 (*Société et espace rural en Russie d'Europe*), l'itinéraire scientifique de Marie-Claude Maurel s'inscrit sur trois décennies (des années 1980 jusqu'à 2010), dans cinq pays d'Europe Centrale (Hongrie, Pologne, République Tchèque, Roumanie et Slovaquie), et autour d'une dizaine de terrains d'études (2 ou 3 par pays). La première décennie a été le temps des études sur la résistance de la paysannerie polonaise à la collectivisation des terres. Après 1989, M-C Maurel a étudié les effets de la décollectivisation dans les pays d'Europe Centrale. Ce terrain lui a ensuite permis d'observer, dans un troisième temps, de nouveaux modes d'action publique et de gouvernance locale. Cet itinéraire suit donc deux processus : la collectivisation imposée et la sortie du collectivisme agricole, toujours d'origine exogène aux campagnes étudiées.

Marie-Claude Maurel pose deux questions nécessaires pour comprendre son travail :

- comment je pratique le terrain et pourquoi ?
- et comment penser le temps en géographie ?

Ces deux questions l'ont conduite à réfléchir à une notion qui lui est chère : celle de trajectoire. Pour elle, le terrain est une étape essentielle constituée de rencontres avec les acteurs, mais aussi avec d'autres chercheurs (notamment les sociologues locaux). Cela entraîne un rapport personnel à la thématique étudiée.

L'intervenante explique ensuite que le terrain est une méthode, un ensemble de postures pour appréhender une réalité sociale dont on livre une interprétation. Cette interprétation débute par l'approche empirique faite de collectes de données par entretiens. A partir de ces faits, la phase de construction théorique peut avoir lieu en suivant une démarche itérative (*feed work*). En effet, Marie-Claude Maurel a revisité régulièrement ses terrains d'études. Ils sont donc des objets d'observations datés et inscrits dans différentes durées.

Marie-Claude Maurel souligne enfin que ses terrains ont constitué un « ailleurs », un rapport à l'altérité. Il s'agit d'une distance géographique, mais aussi et surtout d'une distance culturelle choisie. Elle ne parle donc pas de proximité avec ses terrains d'études, mais d'une familiarité qui se crée pendant le processus de recherche, notamment à travers les personnes ressources de la société locale. Pour elle, le fait d'être étranger à son terrain est à double tranchant. Cela permet de ne pas être partie prenante des conflits tout en sachant que l'on n'est jamais totalement étranger à son objet d'étude. Une sympathie peut naître à l'endroit de groupes d'acteurs particuliers. D'un gisement de données, le terrain peut devenir, par la construction d'un rapport identitaire, un élément à défendre (l'exemple du mouvement Solidarité polonais) et à partager (5 directions de thèses sur l'Europe Centrale).

En mobilisant une approche diachronique, M-C Maurel s'est intéressé aux rapports entre les paysans polonais et l'Etat, en posant la question des origines de la résistance à la collectivisation. Ces recherches ont mobilisé une méthode comparative dans le temps et dans l'espace, à partir de terrains contrastés politiquement (changements des pouvoirs locaux, des rapports de force). La comparaison qui s'intéresse à la fois aux similitudes et aux singularités a permis de comprendre des tendances générales à partir des cas particuliers locaux, en articulant les indicateurs statistiques aux données des enquêtes.

L'analyse des similitudes et des singularités lui fait distinguer, dans les transformations des territoires ruraux d'Europe Centrale, des changements exogènes et endogènes aux communautés rurales locales. A partir de cette analyse, elle postule la relative autonomie du local vis-à-vis des changements d'échelle macro. Ainsi, d'après ses recherches le changement social naît de l'interaction entre les stratégies des différents acteurs.

Dans ses recherches sur la longue durée, Marie-Claude Maurel s'est aussi focalisée sur les temps de ruptures qui ouvrent les périodes d'incertitudes. Sont donc en tension les changements radicaux et brutaux, notamment institutionnels, et la permanence des éléments hérités comme les mentalités. Les changements rapides liés aux processus de collectivisation, puis de sortie du collectivisme rendent les habitus inadaptés aux nouveaux cadres institutionnels. Une question a de ce fait guidé ses travaux de la décennie 1990 : comment les acteurs reconfigurent leurs logiques et leurs pratiques ? Y répondre nécessite de tenir compte de multiples temporalités pour saisir la manière dont les nouveaux cadres coexistent avec des structures héritées qui demeurent fonctionnelles. Ce constat a conduit Marie-Claude Maurel à poser deux questions. Quels héritages comptent ? Jusqu'où remonter dans le temps ?

Cette réflexion a été nécessaire pour étudier les politiques de reprivatisation des terres et les mesures de compensations. Les sociétés rurales d'Europe Centrale ont du recombinaison les trois facteurs de production agricole : la terre, le capital et le travail. Les résultats des recherches conduites font dire à l'intervenante qu'aujourd'hui, la forme de production dominante en Europe Centrale est la grande exploitation sociétaire (souvent dirigée par les anciens cadres des coopératives collectivisées) inscrite dans la grande maille agraire (des centaines voire des milliers d'habitants) qui a joué le rôle de matrice institutionnelle héritée.

En conclusion, Marie-Claude Maurel revient sur la notion de trajectoire. Pour elle, s'y intéresser implique d'étudier le contexte de réception sociale locale des grands changements institutionnels, en gardant à l'esprit les rythmes asynchrones des deux objets de la géographie : les sociétés et leurs espaces. Son expérience sur les campagnes d'Europe centrale nous rappelle les temporalités propres des territoires.

Remarques, questions et débat

Avant de répondre à la "question fil rouge", Marie-Claude Maurel précise qu'elle ne considère pas être une bonne représentante de la géographie rurale vis-à-vis de laquelle elle se place en

marge pour deux raisons : ses collaborations privilégiées avec des sociologues et ses travaux sur l'Europe de l'Est qui l'ont désengagée de terrains français. Néanmoins elle constate un effacement de la géographie rurale en France, notamment un affaiblissement institutionnel. Le bel héritage qu'a laissé selon elle la géographie rurale s'est dispersé globalement entre deux courants. Les laboratoires de géographie sociale de l'Ouest travaillent sur le rural sans être uniquement ruralistes, et la géographie quantitative qui a émergé après les années 1970 s'est aussi emparée de ce champ de recherches. Les études agricoles ont pour l'essentiel été laissées à l'INRA et au profit de nouvelles thématiques rurales comme le développement local, ou d'objets comme l'environnement et le paysage. Pour elle, c'est le repli de la géographie rurale sur des terrains hexagonaux qui a réduit sa portée innovante. Le point fort qu'elle lui attribue est son ouverture à la pluridisciplinarité qui a permis des transferts conceptuels et théoriques depuis l'économie et les sciences politiques par exemple.

Les premières questions et remarques de Philippe Madeline concernent l'aspect méthodologique de ses travaux, notamment l'attention particulière apportée aux rapports terrain/chercheur. Il soulève le lien éventuel entre cette attention privilégiée et la frustration première de ne pouvoir accéder à son terrain de thèse. Il revient ensuite sur la notion d'autonomie pour solliciter une explicitation. Il évoque ensuite la notion de trajectoire pour questionner le rôle des héritages dans la compréhension des transformations socio-spatiales. Enfin, il met en avant le parallèle entre le segment : « collectivisme et sortir du collectivisme », et le segment « productivisme, sortir du productivisme » en soulignant les tentatives de sortir de ce dernier modèle en Europe Occidentale. Pour lui, ces tentatives rencontrent des résistances qui mettent certainement en jeu la notion d'héritage.

Pour M-C Maurel, l'autonomie locale renvoie aux marges de manœuvre dont disposent les acteurs (la résistance à la collectivisation), et cette autonomie est toujours relative dans la société locale, notamment vis-à-vis des institutions qui permettent ou non son plein exercice. A la question du rôle des héritages en géographie, elle répond que ce facteur est indispensable pour penser l'historicité des territoires, et que cela est valable pour tous les terrains d'études. Enfin, pour elle, le parallèle collectivisme/productivisme a du sens, le premier n'étant qu'une variante du second. Elle convient que le productivisme est inadéquat et rappelle que ses groupes de recherches plaident pour sortir de ce modèle il y a 20 ans. La sortie du collectivisme a eu lieu, le productivisme domine encore en Europe.

Jean-Marc Moriceau revient sur l'itinéraire de l'intervenante, sa familiarité avec le terrain, et pose la question de la proximité comme gage de réussite ? Il évoque aussi la prise de distance avec le terrain nécessaire à l'objectivation scientifique. Il remarque ensuite que l'itinéraire présenté évoque une « géographie rattrapée par l'Histoire ». Il interroge donc les éventuels liens avec les historiens d'Europe de l'Est ? La dernière question porte sur la dualité historien-géographe. J-M Moriceau suggère que le géographe est peut-être le plus malmené au sein des études rurales. En effet l'historien dispose d'ancrages multiples grâce aux différentes périodes. Le géographe a lui peu d'options de repli en termes d'objet d'études, et ses objets sont encore animés aujourd'hui par un bouleversement inédit.

M-C Maurel rappelle qu'elle a toujours travaillé avec de chercheurs locaux, surtout sociologues, parfois historiens. Elle remarque d'ailleurs que peu d'historiens locaux ont travaillé sur la collectivisation alors qu'il existe des archives locales sur cette période. Enfin, elle revient sur les difficultés des géographes. Elle cite la péremption rapide des données statistiques et évoque ses inquiétudes lors de ses travaux avec l'approche des recensements forçant à travailler vite. Elle met en avant l'ambiguïté du présent qui rend nécessaire la démarche itérative qu'elle a menée. D'ailleurs elle rappelle que le retour sur terrain a été

souvent pratiqué en géographie rurale.

Le débat continue avec la salle. Une question porte sur d'éventuelles nouvelles mobilités suite à la rupture des années 89-90.

M-C Maurel observe des mobilités variables selon les pays, mais des mobilités faibles globalement. En effet, les populations restent liées à la terre et rencontrent des difficultés pour trouver un logement, un travail en ville. Selon elle, cela pose problème pour corriger les disparités régionales. Elle constate néanmoins le développement d'un phénomène résidentiel périurbain. Au final le retour à la terre est rare, il existe à sa connaissance quelques cas en Roumanie. La seule mobilité significative, est l'immigration saisonnière de travail : de véritables communautés villageoises quittent temporairement leurs pays d'Europe Centrale pour travailler quelques mois dans d'autres pays européens et générer les liquidités leur permettant de vivre au village le reste de l'année (la récolte des fraises en Allemagne).

Une question est posée sur le poids du passé : où sont les paysanneries d'avant la collectivisation ? Qu'est devenu l'ouvrier de la ferme collectivisée ?

Pour M-C Maurel, on ne détruit la paysannerie qu'une fois du fait du caractère irréversible de la perte des savoirs et du déracinement. Elle prend l'exemple d'un membre d'une coopérative tchèque : ce dernier fait son service militaire durant les années 1950 alors que son père est entré dans la coopérative. A son retour, il veut partir en ville pour trouver du travail mais sa mère l'en empêche... Il devient alors machiniste de la coopérative. Pour lui la révolution de velours intervient après la retraite, trop tard, le collectivisme a ruiné son épanouissement personnel et professionnel.

Une dernière question interroge les points communs avec la disparition de la paysannerie française ?

M-C Maurel évoque une autre douleur avec les mêmes conséquences : la perte de valeurs paysannes fortes. Elle conclut sur la fin d'un monde qui dépasse les frontières économiques et politiques.